

Quels risques encourez-vous  
si vous utilisez, achetez  
ou vendez une machine  
non-conforme ?



# Introduction



*Le matériel de construction disponible sur le marché de l'Union européenne doit être conforme à la législation de l'Union européenne et doit répondre à toutes les normes de sécurité et exigences environnementales. Les machines ne répondant pas à ces exigences sont non-conformes et ne sont pas autorisées sur le marché de l'Union Européenne.*

*La vente, l'utilisation et l'achat de matériel de construction non-conforme sur le territoire de l'Union européenne restent un problème majeur pour l'industrie européenne du matériel de construction. C'est également un grave problème pour les concessionnaires et les entreprises de construction qui se sont fait surprendre lors de l'utilisation, la vente ou l'achat d'un tel équipement. Ce document décrit les conséquences en termes de réputation et de responsabilité auxquelles les entreprises pourraient être confrontées dans ce cas. Ce document peut être utilisé à titre indicatif et vous donne la marche à suivre pour l'analyse des risques et exigences que vous pourriez rencontrer si une machine non-conforme est produite, vendue ou utilisée sur le marché européen. Cette liste n'est ni exhaustive, ni une interprétation exacte des exigences légales.*

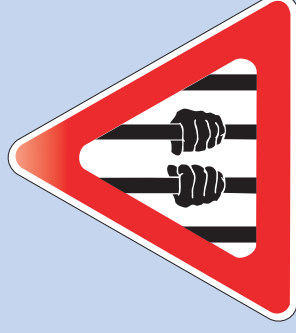
*Le CECE (Comité Européen d'équipements de Construction), organisme reconnu pour représenter et promouvoir les fabricants européens de matériel de construction et les industries connexes, invite tous les concessionnaires, entreprises de construction et fédérations à travailler ensemble afin de débarrasser l'Union européenne de matériels de construction non-conformes.*

*En tant qu'opérateur économique, vous devez être conscient que la vente, l'importation ou l'utilisation d'une machine non-conforme (neuve ou d'occasion) ne comportant pas le marquage CE, lorsqu'elle est placée sur le marché, peut avoir de graves conséquences. Cela s'applique à toutes les machines, indépendamment des marques, à l'exception des machines d'occasion qui ont été mises sur le marché de l'Union européenne avant que la directive 89/392/CEE n'entre en vigueur en 1993. Pour ces machines, les anciennes règles nationales peuvent être applicables.*

# Conséquences pour les vendeurs d'équipements non-conformes :



- ⚠ Les assurances (soit l'assurance de la machine ou le contrat d'assurance) ne seront pas valides ou seront réduites dans la plupart des cas, notamment lorsque les contrats d'assurance mentionnent que la machine doit être conforme à la réglementation européenne en vigueur. Si la non-conformité d'une machine n'est pas divulguée à la compagnie d'assurance, un tel comportement peut engendrer une rupture de contrat et par conséquent, peut conduire à la nullité du contrat d'assurance et des indemnisations.
- ⚠ En cas d'accident, l'assurance peut ne pas couvrir le vendeur. Cela signifie qu'une assurance accident peut avoir à rembourser les dommages corporels subis par l'assuré, mais celle-ci peut aussi refuser de dédommager le vendeur si la machine à l'origine de cet accident était non-conforme.
- ⚠ Vous pouvez être exposés à des représailles de la part d'autres revendeurs et fabricants pour concurrence déloyale, mettant ainsi votre entreprise en péril. La réputation de votre société pourrait aussi en être affectée si ces violations devenaient publiques.
- ⚠ Votre client aura de solides arguments pour refuser de vous payer le restant dû pour la machine et peut même refuser tout paiement. En outre, le client peut réclamer des dommages et intérêts.
- ⚠ Dans le cas où la machine violerait les réglementations en matière de santé, sécurité ou législation environnementale, elle serait donc non-conforme, sa mise sur le marché pourrait entraîner des sanctions, surtout en cas d'accident. Ces sanctions incluront des amendes monétaires et/ ou de l'emprisonnement comme précisé par les législations nationales.



### *Exemples de dispositions et conséquences:*

- ⚠ La machine non-conforme doit être rappelée ou remplacée, mais les amendes peuvent tout de même être appliquées. Par exemple, celles-ci peuvent aller jusqu'à 20 000 € en Belgique et jusqu'à 5000 £ au Royaume-Uni. Contrevenir à ces règles au Royaume-Uni constitue une infraction en vertu des lois relatives à la protection du consommateur (1987) et à l'homicide involontaire, conduisant à une peine de prison d'au moins 3 mois et à une amende illimitée.
- ⚠ Dans le cas d'un accident, une personne blessée peut réclamer des dommages mettant en cause la responsabilité du produit, conformément à la directive 85/374/CEE. Si le dommage est causé par une machine non-conforme, le fabricant (ou l'importateur) encourt un risque très élevé. Si le tribunal estime qu'une machine non-conforme est défectueuse, (par conséquent : à supprimer), il tiendra le fabricant comme responsable des dommages.
- ⚠ Produire une fausse déclaration de conformité ou un faux marquage CE pour une machine non-conforme équivaut à la falsification d'un document. Lorsque vous vendez une machine avec une déclaration de conformité falsifiée, vous commettez une infraction.
- ⚠ La garantie contractuelle fournie par le vendeur ou l'importateur de machines, cesse dans la plupart des cas, et ce dès qu'une machine conforme est modifiée et devient non-conforme, ou lorsqu'une machine non-conforme n'est pas supposée être utilisée dans l'Union européenne, mais est néanmoins importée.



# Conséquences pour les acheteurs et utilisateurs d'équipements non-conformes :



- ⚠ L'importation et la revente de machines non-conformes sont illégales au sein de l'Union européenne, car elles n'obtiendront ni de marquage CE valide, ni de déclaration de conformité valide.
- ⚠ En tant qu'utilisateur, feriez-vous un tour dans une voiture non-conforme, ne sachant pas si les freins ou la structure de la voiture sont conformes ?
- ⚠ Les employeurs sont tenus de fournir un équipement de travail sûr à leurs employés. Ceux utilisant des machines non-conformes seront tenus responsables par les législations nationales qui transposent la législation de L'Union européenne concernant la sécurité et la santé des travailleurs. Les autorités nationales ont le droit d'imposer des sanctions aux employeurs transgressant leurs obligations à fournir du matériel sûr et conforme à leurs employés. Ces sanctions peuvent être des pénalités monétaires ou même de l'emprisonnement [voir par exemple la loi allemande sur la protection du travail ("Arbeitsschutzgesetz") et la loi sur la sécurité au travail ("Betriebsicherheitsverordnung")].
- ⚠ L'assurance pour l'équipement de travail peut être invalide.
- ⚠ Vous pouvez être exclu des appels d'offres publics.
- ⚠ Votre réputation en sera affectée dès lors que ces violations deviendront publiques.
- ⚠ Vous pouvez faire face à des coûts supplémentaires dus à l'augmentation de la consommation d'énergie et des matières premières.
- ⚠ En cas d'accident ou de contrôle des autorités, la machine peut être bloquée ou retirée du chantier, cela entraînant par conséquent un retard dans le travail, ainsi que des pertes financières.
- ⚠ La machine non-conforme peut ne pas être compatible avec les pièces de rechange standard et/ ou les accessoires disponibles au sein de l'Union européenne.
- ⚠ Le fabricant peut refuser la garantie et décider de ne pas fournir les pièces détachées lorsque les machines importées ne sont pas produites avec l'intention d'être utilisées dans l'Union européenne. Le produit peut ne pas être pris en charge par le fabricant en raison de la non-disponibilité des programmes de soutien des produits et/ou des pièces détachées/de remplacement correspondantes.



COMMITTEE FOR EUROPEAN CONSTRUCTION EQUIPMENT

**CECE**  
Committee for European  
Construction Equipment

Diamant Building  
Bd A. Reyers Ln 80  
BE-1030 Brussels  
Belgium

**T** +32 2 706 82 26

**F** +32 2 706 82 10

[info@cece.eu](mailto:info@cece.eu)

[www.cece.eu](http://www.cece.eu)

DESIGN : MONAD.BE